

# L'éradication précipitée du pavot peut avoir un coût humain catastrophique



**PIERRE ARNAUD CHOUVY**, l'un des meilleurs spécialistes mondiaux du marché de l'opium, dénonce la politique d'éradication rapide et massive du pavot promue par les Etats-Unis notamment en Afghanistan. Sans aide financière adaptée au Laos et en Birmanie, elle a conduit à des désastres humanitaires.

**A** lors que se tient cette semaine la session annuelle de la Commission des stupéfiants de l'Organisation des Nations unies, sorte de «parlement international des drogues», les Etats-Unis maintiennent leur pression pour que l'Afghanistan prenne des mesures immédiates d'éradication du pavot à opium. Vous ne semblez pas partager cet alarmisme.

On nous répète que l'opium est «la» menace sécuritaire majeure en Afghanistan. J'ai plutôt l'impression que la menace sécuritaire majeure en Afghanistan serait une éradication précipitée. Eradiquer le pavot, c'est tirer un trait brutalement et sans contrepartie sur un tiers de l'économie globale de l'un des pays les plus pauvres du monde. La question se pose en termes de stabilité: de la production d'opium ou de son éradication, laquelle est-elle plus susceptible de jouer en faveur d'un retour à une certaine stabilité ou à une instabilité certaine? Après vingt-cinq ans de conflit, l'Afghanistan passe d'une économie de guerre à une économie de paix. Dans ce contexte extrêmement volatil et compte tenu de la faiblesse de l'aide au développement, quelle est la principale menace sécuritaire? Au lieu de nous acharner à détruire ce tiers illicite de l'économie globale du pays, ne devrions-nous pas nous concentrer sur le développement des deux autres tiers? Le gouvernement d'Hamid Karzaï semble l'avoir compris. Il refuse toute aide conditionnelle au développement: l'aide doit précéder la suppression de l'économie de l'opium et non la suivre. En Birmanie et au Laos, certaines populations paient aujourd'hui très cher, parfois de leur vie, le prix de politiques d'éradication qui n'ont pas été suivies des contreparties promises.

**Vous revenez d'une mission d'un mois dans ces deux pays, quelle est la situation sur place?**

La Birmanie et le Laos se sont lancés dans une politique d'éradication massive et à court terme du pavot. Les autorités laotiennes ont décidé d'en supprimer la production d'ici au 26 juin prochain, Journée mondiale de la lutte contre les drogues. Du strict point de vue de l'éradication, c'est un succès: à la date prévue, il n'y aura vraisemblablement plus de pavot, ou presque. Mais le coût humain est considérable. En Birmanie, où certains pouvoirs locaux poursuivent le même objectif, le Programme alimentaire mondial a dû intervenir. Car les familles qui y cultivent le pavot le font pour acheter le riz qui leur manque quatre à six mois par an. Elles se retrouvent aujourd'hui sans alternatives économiques. Au Laos, pour survivre, certaines populations montagnardes ont migré vers

A 33 ans, Pierre-Arnaud Chouvy est considéré comme l'un des meilleurs spécialistes mondiaux du marché de l'opium. Docteur en géographie, il est chargé de recherches au CNRS, spécialisé en géopolitique des drogues.

Auteur de deux livres sur le sujet, *les Territoires de l'opium* (éd. Olizane, 2002) et *Yaa Baa* en collaboration avec Joël Meissonnier (éd. l'Harmattan, 2002), il a également coordonné en 2004, avec Laurent Laniel, un numéro spécial de la revue *Hérodote* sur la *Géopolitique des drogues illicites*. Animateur de nombreuses conférences sur le sujet, il a également créé le site [www.geopium.org](http://www.geopium.org)

les vallées, qui permettent une riziculture plus productive. Ces déplacements posent à leur tour des problèmes sanitaires: le pavot pousse en altitude, là où il n'y a ni malaria ni dysenterie, qui, par contre, sévissent dans les vallées. De plus, l'opium était souvent l'unique médication disponible pour ces populations. Une crise humanitaire d'importance est désormais quasiment inévitable dans la région.

**Que fait la communauté internationale?**

Elle se satisfait en général des résultats à court terme des campagnes d'éradication. Le consensus imposé par les Américains fait que ces opérations ont la prio-

**«Historiquement, il n'y a que deux cas de réussite de politiques d'éradication par la force. La Chine communiste des années 50 et les talibans: deux régimes fort éloignés de ce que promeut Washington.»**

rité sur l'aide au développement. C'est donc sous la pression même de la communauté internationale que les Laotiens ont décidé, en 1996, d'interdire la production d'opium. On les a convaincus que l'éradication était indispensable à leur maintien dans le concert des nations, et qu'ils obtiendraient de l'aide en retour. L'ONU et les Etats-Unis leur avaient promis, sans engagement, 80 millions de dollars. Une aide conditionnelle au développement, la condition étant la suppression de la production de pavot. Ces deux dernières années, le Laos a réduit sa production de 50% par an mais n'a pas eu ces 80 millions, loin de là. Le pays se retrouve face à un bouleversement économique, voire humanitaire, majeur, sans aucun moyen d'y faire face: maintenant il n'y a plus d'opium, il n'y a plus d'argument de négociation. Aujourd'hui, il faut bien évidemment intervenir en faveur de ces populations afin d'éviter une crise humanitaire. Mais il ne s'agit pas de légitimer les politiques qui ont créé ces situations. Car, en investissant dans le développement économique des régions et des populations productrices d'opium, tout cela aurait pu être évité.

**Mais cela risque pourtant de se reproduire en Afghanistan...**

Américains et Britanniques tentent à nouveau d'imposer ce schéma. Mais dans un contexte aussi explosif que le contexte afghan, on ne peut pas se permettre, d'un strict point de vue stratégique, de reproduire les erreurs catastrophiques commises en Asie du Sud-Est. Le gouvernement laotien doit faire savoir au monde que la communauté internationale n'a pas tenu ses promesses d'aide conditionnelle.

Il faut insister sur le coût humain de ces opérations et expliquer qu'elles sont vouées à l'échec si l'on n'intervient pas massivement dans le développement. Les causes profondes du recours à ces productions illicites n'auront pas disparu. Et l'on sait désormais que les victoires éphémères de la guerre contre la drogue ont toujours été des échecs retentissants en termes de développement humain. Historiquement, il n'y a que deux cas de réussite de politiques d'éradication par la force. La Chine communiste des années 50 et les talibans qui, entre 2000 et 2001, ont fait chuter la production d'opium de 3300 à 185 tonnes.

Deux régimes politiques fort éloignés de ce que promeut aujourd'hui Washington. La suppression rapide d'une telle manne agricole n'est possible que dans des pays non démocratiques. On le voit bien au Laos ou en Birmanie, qui ne

sont pas les démocraties les plus exemplaires de la planète. Reste à savoir combien de temps des dirigeants, même autocratiques, peuvent se permettre de réduire une grande partie de leur population à la misère? Après le départ des talibans, la production d'opium est très vite repartie.

**Justement, quelle est la position du gouvernement de Kaboul sur cette question?**

Le problème de l'Afghanistan n'est pas de savoir s'il faut supprimer l'économie de l'opium, ce sur quoi tout le monde s'accorde, mais comment il faut s'y prendre. Le gouvernement Karzaï est bien entendu favorable à la suppression de l'économie de l'opium, mais il s'oppose à l'éradication sans aide économique spécifique. A la différence du Laos ou de la Birmanie, les autorités afghanes conservent un rapport de force favorable avec la communauté internationale. Elles peuvent encore négocier et refuser la notion même d'aide conditionnelle au développement. Car les 4200 tonnes d'opium produites cette année pèsent lourd dans la balance. Actuellement, personne ne veut prendre la responsabilité d'une éradication rapide et massive dans le pays.

On sait très bien que l'argent de la drogue entraîne des dysfonctionnements économiques, mais, s'il est réinvesti, il participe aussi au développement du pays. L'opium a entraîné de tels bouleversements socio-économiques qu'on ne peut plus se permettre de s'en passer du jour au lendemain. En Afghanistan, la location de la terre n'est plus indexée sur le prix du blé, mais sur celui de l'opium. Le crédit est également négocié, et remboursable, en opium. Car même les pay-

## LIBERATION

SAMEDI 12 ET DIMANCHE 13 MARS 2005

sans ayant recours au pavot s'endettent. Pour eux, il n'est pas cette panacée économique qu'on décrit souvent. On cite des prix élevés à l'hectare. Mais combien revient au paysan une fois qu'il a payé le loyer de la terre? Et il cultive généralement entre un dixième et un sixième d'hectare, sachant que la famille afghane moyenne compte treize personnes. Or on nous fait croire que ce type va rouler en 4x4 le lendemain. On qualifie cette activité de criminelle alors que c'est avant tout une activité de subsistance, la culture du pavot est très contraignante. Si on propose une alternative économique à ces paysans, ils la saisiront: à la différence de la guerre à la drogue, la production d'opium ne repose pas sur une idéologie.

**Alors à qui profite l'argent de l'opium afghan? On parle aujourd'hui de «narcoterroristes».**

Le narcoterrorisme est une notion vide et spectaculaire qui arrange tout le monde. Elle permet de privilégier les réponses sécuritaires et militaires. D'abord parce qu'elle fournit un motif commode à l'absence d'investissement dans le développement. Mais aussi parce qu'elle fournit un prétexte à des interventions militaires sur certains terrains stratégiques. C'est évident en Amérique du Sud. C'est aussi le cas en Asie. Rien ne permet de penser que l'argent de la drogue profite plus spécifiquement au camp taliban qu'au reste de la population. S'il ne représente que 3% des terres cultivées, en Afghanistan le pavot est partout. En 2001, lorsque sa production était descendue à 185 tonnes, seules 35 étaient produites en zones tenues par les talibans. Le reste venait du Badakhshan, aux mains de l'Alliance du Nord... Dans une économie de guerre, on ne fait pas la fine bouche. Dans une économie sous-développée non plus. L'économie de l'opium représente un tiers de l'économie afghane et tout le monde en profite. Ce qui rend une éradication précipitée encore plus dangereuse.

Lorsque les Américains visaient les talibans et Al-Qaeda, ils ne se souciaient pas de la production d'opium afghan. Plus tard, ils ont feint de découvrir qu'il s'agissait du principal producteur mondial. Mais la première année, il n'en a pas été question. Quand les Américains sont intervenus, le pays produisait 185 tonnes. L'année suivante, il en produisait 3400. Au Pakistan, la guerre contre le terrorisme prime désormais sur la guerre à la drogue et reçoit tous les moyens. Résultat: on se retrouve aujourd'hui à nouveau avec une production de pavot dont l'abandon avait été présenté comme un succès de la prohibition mondiale. Le Pakistan cultiverait aujourd'hui 6000 hectares, comme le Laos.

**Malgré tout cela, les Etats-Unis continuent à faire de la guerre à la drogue un front de la guerre au terrorisme.**

C'est bien une guerre qui se livre contre les drogues, avec armes lourdes, hélicoptères de combat... Une guerre qui a ceci de commun avec la guerre au terrorisme qu'on s'attache à traiter les manifestations, les conséquences d'un phénomène, sans s'intéresser aux causes. On ne peut pas comprendre tout cela si l'on ne comprend pas les fondements idéologiques de la guerre à la drogue imposée par les Etats-Unis. Il s'agit d'une véritable croisade. La drogue, c'est le mal absolu. Face à cela, il n'y a pas de politique globale cohérente mais une posture idéologique, celle du tout-répressif. Car lorsque l'on parle de drogues, les gens ne réfléchissent pas, ils réagissent, c'est épidermique. Personne ne se penche sur ce phénomène pour le penser. Si on investissait moins dans la répression et plus dans le développement, je pense qu'on s'en sorti-

**«Le problème de l'Afghanistan n'est pas de savoir s'il faut supprimer l'économie de l'opium, ce sur quoi tout le monde s'accorde, mais comment il faut s'y prendre.»**

rait mieux. Les Etats-Unis ont débloqué 750 millions de dollars pour lutter contre l'opium afghan en 2005, dont seulement 150 millions pour le développement.

**L'Europe a traditionnellement une approche plus pragmatique des drogues, peut-elle influencer les Américains?**



Champ de pavot près de la frontière pakistano-afghane en avril 2004.

Le débat transatlantique ne peut pas se situer sur le terrain de la prohibition mondiale ou de la guerre à la drogue. En se faisant menacer de mesures d'embargo pour avoir voulu dépénaliser l'usage de cannabis, le Canada en a fait l'amère expérience. C'est donc sur le terrain des droits de l'homme que doit se situer l'Union européenne pour dénoncer ces campagnes d'éradication des cultures illicites sans contrepartie, au coût humain si dramatique. La production de plantes à drogues est-elle une menace sécuritaire assez importante pour que des pays comme le Laos, la Birmanie, mais aussi la Colombie, le Pérou ou l'Equateur paient un tribut si lourd? La communauté internationale peut-elle prendre ce risque en Afghanistan? ◆

Recueilli par ARNAUD AUBRON